

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727

N°1102 du 14 janvier 2012

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1102

EDITORIAL : Je rêve à ce sommet social pp. 1-2

CONJONCTURE : Super-profits, maxi-dividendes pp. 3-4

SE PASSER DE L'ETAT : La défense est-elle «nationale» ? p.5

ACTUALITÉ : Viktor Orban est-il un dictateur ? p. 5 - Les réformes pré-électorales n'ont pas de chance p. 6 - Temps de travail et productivité p. 6

PORTRAIT : Hegel 1770-1831 p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Je rêve à ce sommet social

- **Le Président Sarkozy** : chers amis leaders syndicaux, voici l'objet de notre rencontre. Je crois qu'il est temps de donner au syndicalisme français la place qu'il devrait avoir dans notre vie politique, comme dans toute démocratie.

- **Bernard Thibault** : Bien vu : les syndicats n'ont pas assez de pouvoir, et les droits syndicaux ne sont pas respectés.

- **François Chérèque** : De plus, l'honneur des syndicats est baffoué, comme dans le scandaleux rapport Perruchot, ou dans les propos tenus sur les leaders CFDT de Seafrance.

- **Nicolas Sarkozy** : reconnaissez que je me suis arrangé pour enterrer le

rapport Perruchot. Mais je veux précisément qu'hommage et honneur soient rendus au syndicalisme français, et pour cela je vous propose trois mesures. La première serait de restaurer votre représentativité et, pour cela, d'abroger la règle qui veut que soient seuls habilités à la représentativité nationale les syndicats ayant participé à la Résistance. Cela aurait d'ailleurs l'avantage de ne plus se référer aux drames de la deuxième guerre mondiale et de faire plaisir à Angela. Donc porte ouverte à de nouveaux syndicats.

- **Jean Claude Mailly** : Il n'est pas question pour la fonction publique, elle a sa spécificité.

BULLETIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Je rêve à ce sommet social (suite)

- **Nicolas Sarkozy** : J'en viens précisément à la fonction publique. Le syndicalisme devrait y avoir sa place, mais le droit de grève devrait y être interdit. De façon plus générale les syndicats auraient plus de prestige s'ils étaient tenus pour responsables des dommages causés par les grèves, et notamment des atteintes à la liberté du travail.

- **Bernard Thibault** : Mais la grève est le seul moyen pour les salariés d'exprimer leur révolte contre l'exploitation dont ils sont les victimes, notamment à la SNCF.

- **Nicolas Sarkozy** : Les cheminots, pas plus que les instituteurs, ne peuvent prendre en otages les travailleurs et les familles. Si les grévistes veulent être payés pendant leurs jours de grèves qu'ils demandent aux syndicats, comme en Angleterre ou en Suède, de les payer.

- **François Chérèque** : Pour cela il faudrait que les syndicats aient des moyens financiers.

- **Nicolas Sarkozy** : Exactement. Et pour vous permettre de mobiliser plus de salariés, je pense que votre financement devrait venir uniquement des cotisations de vos adhérents : vous devriez alors attirer et fidéliser une clientèle, alors qu'aujourd'hui vous vivez des subventions publiques à 90%. Je propose de supprimer ces subventions. Ce

sera autant de gagné pour les finances publiques.

- **Laurence Parisot** : Ces mesures ont leur logique, mais ne croyez vous pas que le dialogue social exige plus de souplesse ?

Me voici enfin réveillé par cette dernière remarque. C'est dans un sommeil profond, loin des réalités, que j'avais imaginé ce dialogue, bien trop social.

La réalité, c'est ce grand sommet social qui va se tenir le 18, mercredi de la semaine prochaine. Programmé pour décembre, il a été reporté, sans doute pour que les syndicats puissent donner leur avis sur les projets de l'Elysée. Et certainement pas pour changer quoi que ce soit au « dialogue social ». Comme pour tous les sommets de toutes sortes, celui-ci ne débouchera évidemment sur rien de concret. Mais c'est le fait que le pouvoir politique se mette en peine de consulter les syndicats avant tout vote du Parlement qui est dramatiquement révélateur. Le pouvoir des syndicats et de la rue est bien supérieur à celui des élus, et le règne du droit s'arrête à la porte des leaders syndicaux.

Je crois bon de citer Philippe Nemo (dans son récent ouvrage *La France aveuglée par le socialisme*) « Au fil

des ans, et de façon accélérée à partir de 1981, on a fini par trouver normal que toute décision politique d'importance soit prise en concertation avec les "partenaires sociaux" ou les "associations" et en accord avec eux. Les politiciens de droite eux-mêmes (...) ont fini par juger non seulement fréquentables, mais incontournables ces syndicats et groupes qui les tiennent en otage [...] Les vrais dépositaires du pouvoir souverain sont donc en France, désormais, l'Elysée et les "partenaires sociaux", représentant respectivement 12,5% des électeurs et 5 à 10% des salariés ».

Pris entre le marteau syndical et l'enclume élyséenne, le Medef aujourd'hui, comme le CNPF jadis, est condamné au dialogue et, à la différence de tous les patronats voisins, ne peut par conséquent participer activement à la croisade contre l'économie dirigée et pour la libre entreprise et le libre échange.

Le dialogue social est donc le cadre naturel de l'oligarchie qui gouverne la France et ruine les Français. Je me prends ainsi à rêver d'un univers de relations personnelles, contractuelles et responsables, loin des négociations collectives et de la lutte des classes.

Jacques Garello

SUPER-PROFITS, MAXI-DIVIDENDES

En France, la question des profits est toujours matière à polémiques : si le pouvoir d'achat des salariés est en berne, c'est que « les patrons s'en mettent plein les poches », avec leurs super-profits et leurs maxi-dividendes. L'annonce des dividendes versés cette année par les entreprises du CAC 40 n'échappe pas à la règle. En période électorale, les actionnaires et le « grand capital » sont des boucs émissaires tout désignés. La réalité est pourtant bien différente.

Une marge de 6,5% sur le chiffre d'affaire

Nous avons présenté, dans un article du 26 mars 2011, « le scandale des super-profits ». Le titre était ironique et à lire au second degré. En effet, les profits des entreprises du CAC 40 s'élevaient en tout à 82,5 milliards d'euros pour l'année 2010 ; la hausse était certes de 65% par rapport à 2009, creux de la récession économique, mais on était loin des 101,4 milliards de 2007, et plus loin encore si on tient compte de l'inflation. Le scandale était donc relatif.

Il l'était d'autant plus que le chiffre d'affaires des mêmes entreprises était de 1262 milliards, ce qui donne un taux de marge sur chiffre d'affaire de 6,5% : est-ce le signe d'une « surexploitation capitaliste » engendrant la « paupérisation croissante » du prolétariat ? Encore faut-il tenir compte de ce que deviennent les profits : une part va à l'impôt (l'impôt sur les bénéfices des sociétés est en France le plus élevé d'Europe) ; une part (majoritaire) va à l'autofinancement et assure la pérennité de l'entreprise car, suivant la bonne vieille formule du chancelier Helmut Schmidt : « Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les investissements de demain font les emplois d'après-demain ».

Les actionnaires gagnent 4,45% de leur mise

La dernière part des profits va aux actionnaires, qui ne sont rien de moins, ce que l'on a tendance à oublier un peu vite, que les pro-

priétaires de l'entreprise, donc les destinataires légitimes des profits. L'estimation des dividendes versés par les entreprises du CAC 40 en 2011 a été faite par les analystes du consensus FactSet, puis retraitée par PrimeView et publiée par notre confrère Les Echos. Elle fait apparaître un montant de 37 milliards d'euros.

Rapprochons ce chiffre de celui des profits eux aussi estimés, qui devraient être de 86 milliards pour les mêmes sociétés du CAC 40. Les dividendes versés aux actionnaires représentent moins de la moitié des profits réalisés par les entreprises.

Ceux qui investissent dans les entreprises en achetant des actions ont une rémunération globalement très modeste. Le rendement pour l'actionnaire, c'est-à-dire le rapport des dividendes aux cours de la bourse, est de 4,45%, ce qui n'a rien de faramineux et en tous cas rien de comparable aux rendements « à la Madoff » évoqués à l'occasion de la crise financière. Telle est la réalité, elle devrait discrediter les fantasmes nés de la vulgate marxiste.

Des chiffres à nuancer fortement

Encore faut-il fortement nuancer. D'abord, on sait que l'année boursière a été très mauvaise. Le rendement étant le rapport entre le dividende et le cours de l'action, plus les actions baissent, à dividende inchangé, plus le taux de rendement augmente. Si les actions retrouvaient le niveau

d'avant crise, le rendement serait nettement plus faible. 4 euros de dividendes sur une action de 100 euros, cela fait du 4% ; si le cours chute à 80 euros, le rendement passe à 5%. Avec la chute des cours, les actionnaires ont perdu une partie de leur capital, et le rendement de 4,75 % n'est pas une bonne affaire pour eux !

Il y a autre chose : ces 37,4 milliards de dividendes concernent la totalité des 40 plus grandes entreprises. Mais, à elles seules, quatre entreprises réalisent environ 15 milliards de profits, soit 40 % de l'ensemble. L'entreprise Total vient en tête avec 5,38 milliards, mais elle opère dans un secteur lui-même très particulier. France télécom, ancien monopole public, réalise 3,71 milliards ; GDF Suez, autre ancien monopole public au moins pour la partie GDF, largement dépendante de l'Etat, 3,38 ; EDF, quasi-monopole public, 2,13. Or, ces dernières entreprises appartiennent à des secteurs où l'Etat est très présent (jusqu'à fixer les prix !). Les super-profits seraient donc surtout l'apanage du capitalisme d'Etat, bénéficiant de protections et passe-droits. Ce ne sont pas les sociétés capitalistes privées qui gavent leurs actionnaires. Mais il est si facile de faire des amalgames pour prouver l'injustice sociale du capitalisme !

Qui sont les actionnaires ?

Si on regarde les entreprises plus « classiques », opérant suivant la logique du marché concurrentiel, le taux de rendement doit être sensiblement réduit, probablement de moitié, autour de 2%.

Super-profits, maxi-dividendes (suite)

Est-ce que cela mérite, comme le titre notre confrère Les Echos de dire « Le CAC 40 soigne ses actionnaires » ou encore que le rendement « apparaît ainsi très attractif » ? Le taux servi aux actionnaires n'est guère éloigné du taux du livret A et tout simplement du taux d'inflation. Tout ce que l'on peut espérer pour ces actionnaires c'est qu'ils récupèrent en 2012 une partie de la perte en capital qu'ils ont subie en 2011.

Mais d'ailleurs, qui sont ces odieux actionnaires qui aspireraient le pouvoir d'achat des prolétaires salariés ? Il y a d'abord l'Etat, encore actionnaire de nombreuses entreprises du CAC 40, et pas seulement de celles citées ci-dessus. Il y a aussi les salariés, puisque l'actionnariat a diffusé une partie du capital chez eux. Et c'est tant mieux, au moment où le pouvoir d'achat de leurs salaires n'est pas au mieux de sa forme. Il y a aussi les actionnaires étrangers, qui possèdent au moins la moitié des

titres de la bourse de Paris ; s'ils ne percevaient pas de dividendes, ils iraient investir ailleurs. Enfin, il y a tous les petits épargnants. Certes, la crise en a éloigné beaucoup de la bourse, mais il en reste quelques millions, qui ne sont pas les messieurs à gros cigares dessinés par Plantu dans Le Monde.

Des actionnaires privés, ou l'Etat seul propriétaire ?

Parlons des gens à gros cigares. C'est-à-dire de moyens et gros actionnaires (en langage syndical et marxiste : « le grand capital »). Ont-ils volé leur argent à la manière des milliardaires russes ? En ont-ils tiré des avantages fara-mineux ? Ou bien ont-ils pris des risques, et, ont-ils agi en vrais entrepreneurs ? Ils ont participé à la création de richesses, donné des réponses plus efficaces aux besoins de la communauté et créé par ricochet des revenus et des emplois.

Imagine-t-on des entreprises sans actionnaires ? Tous les salariés seraient-ils prêts à investir leur propre argent pour sauvegarder leur entreprise, dans le style évoqué cette semaine des Coopératives Ouvrières de Production (la chimérique SCOP de Seafrance) ? A suivre l'actualité, rien n'est moins sûr !

Au chœur des pleureuses qui se lamentent des super-profits et des maxi-dividendes nous devons donc poser deux questions : leur objectif est-il de faire disparaître les profits pour éliminer ceux qui placent leur argent en actions ? Si oui, toutes les entreprises feront faillite. Ou bien leur objectif est-il de remplacer les actionnaires privés par l'Etat ? C'est une autre solution, dont la Corée du Nord est aujourd'hui le modèle le plus achevé. Sûrement de quoi faire rêver... et vivre en fait un vrai cauchemar.

Jean Yves NAUDET

La réponse est simple : Orban n'est pas un dictateur, et il est attaqué principalement parce que c'est un conservateur qui dérange la pensée unique européenne.

L'offensive s'est concrétisée au cours d'une réunion des Commissaires Européens le 11 janvier, qui devait prévoir des sanctions pour avoir laissé dériver le forint. Mais les Hongrois n'appartiennent pas à la zone euro, donc il n'y aura pas une deuxième Grèce. Il est vrai que la Hongrie a des finances en piteux état, et demande l'aide du FMI et de l'Union.

Mais en fait les attaques viennent d'ailleurs. Orban passe pour un ultra-conservateur. Il a fait inscrire dans la Constitution une référence aux racines chrétiennes de la Hongrie, et l'hymne national provoque la laïcité militante : « Dieu, bénis les Hongrois ». Il a également mis la Banque Centrale sous contrôle du gouvernement. Il a profité encore de ce que son parti Fidesz soit majoritaire pour modifier la loi électorale – une pratique évidemment inconnue des autres démocraties européennes. Il a censuré une radio dont les émissions heurtaient la morale publique, mais on trouve bien sûr à Budapest tous les journaux

que l'on veut et les millions de touristes ne se sentent pas dans un état policier. Enfin, il a envoyé promener et Monsieur Barroso et Monsieur Juppé – ce qui ne se fait pas.

Donc, les socialistes comptent sur Bruxelles et Washington pour avoir la peau d'Orban ; voilà pourquoi l'internationale gauchiste s'est mobilisée et a réussi. Orban menace d'ouvrir le dossier des anciens leaders communistes, qui fournissent aujourd'hui les cadres du Parti Socialiste Hongrois. Les communistes gardent un très mauvais souvenir de ce jeune libéral courageux qui les a mis à la porte en 1990.

Pour très longtemps en ce qui concerne la taxe sur les transactions financières, dite taxe Tobin. Le succès remporté à Berlin lundi dernier par Nicolas Sarkozy est très relatif : Angela Merkel a confirmé sa position, très compréhensible d'ailleurs : pas d'engagement uni ou bilatéral dans cette innovation, il faut l'accord de tous les membres de l'Union, voire tous les Européens, voire tous les pays du G20 sans quoi c'est suicidaire. Cet accord ne sera sûrement pas pour 2012.

Peut-être pour assez longtemps en ce qui concerne la TVA sociale. D'abord, il faut avoir l'accord des « partenaires sociaux »

dans ce pays qui pratique la syndicalité – et les syndicats y sont opposés. Même si on prend le risque politique d'une confrontation avec eux, l'autre opposition est parlementaire. D'une part le Sénat aux mains de la gauche fera traîner, d'autre part au sein même de la majorité certains ne sont pas chauds, et le projet avait déjà capoté une première fois. « C'est une absurdité » avait d'ailleurs dit Sarkozy en 1999. A y voir de plus près la TVA sociale est une usine à gaz, et il faudrait prévoir des modalités très complexes pour concilier ce qui n'est pas conciliable. Il est vrai qu'à Bercy on a le génie de travailler très vite, quitte à faire n'importe quoi.

La hâte est mauvaise conseillère. Si le président candidat veut faire de l'électoralisme, qu'il cesse de lancer des affaires dont le suivi est impossible. Il vaudrait mieux pour lui, comme l'avait suggéré Jacques Garello dans un de ses éditoriaux, qu'il s'engage sur quelques réformes de fond vraiment significatives parce qu'elles constitueraient une rupture : libération du marché du travail, adoption de la flat tax, concurrence scolaire, amorce de la capitalisation des retraites par exemple. Nicolas Sarkozy use dangereusement du peu de crédit qui lui reste.

Temps de travail et productivité

La défense est-elle « nationale » ? Jacques Garelo

SE PASSER DE L'ETAT : Depuis septembre 2011 et la 32ème Université d'Eté de la Nouvelle Economie, cette rubrique expose les solutions alternatives au tout-Etat. Nous la fermons avec le domaine régalien par excellence, la défense : peut-elle échapper à l'Etat ?

La stratégie, les armes et les opérations

La défense recouvre trois réalités différentes. La stratégie est une étude de l'environnement international et des moyens de se protéger contre une menace ou une agression extérieure. Elle est affaire de renseignements, de diplomatie, elle dépend de choix éthiques sur la paix, la liberté, la condition humaine. Se doter des armes jugées nécessaires est un choix politique mais aussi financier, car il conduit à s'adresser à un marché mondial dont la transparence n'est pas toujours limpide. Enfin, les opérations sont menées sur le terrain par des armées, et les militaires ont la plupart du temps le statut de fonctionnaires. Ces trois éléments qui constituent la défense dite « nationale » peuvent-ils échapper à l'Etat ?

Alliances et organisations stratégiques

A priori, voilà un domaine où la souveraineté nationale semble absolue. Pourtant, les alliances sont aussi vieilles que le pouvoir politique. Certes elles peuvent se défaire aussi vite qu'elles se font. Mais les princes et les gouvernants ont eu souvent tendance à les institutionnaliser : la féodalité instaure des liens de suzerains à

vassaux, la Sainte Alliance de 1815 gère les affaires européennes pendant un demi-siècle. Aujourd'hui, la défense s'organise difficilement au niveau d'un seul Etat, même s'il dispose de l'arme nucléaire, et la stratégie est définie dans le cadre et avec l'appui d'organisations pluri-nationales, comme l'OTAN. Les Etats ont donc consenti de nombreux abandons de souveraineté, ils pouvaient difficilement faire autrement.

Le marché mondial des armes

Ici on a un pied dans la logique marchande, un pied dans la logique politique. La production d'armes n'est plus systématiquement confiée à des administrations publiques nationales, les derniers arsenaux français ont disparu. Dans le domaine des avions de combat ce sont des firmes privées (Boeing, Dassault) qui proposent leurs produits. De même l'électronique, le nucléaire et le spatial sont la plupart du temps marchands. Cependant, le choix du fournisseur, et le prix que l'on est prêt à payer, appartiennent encore aux autorités publiques nationales. C'est souvent l'occasion de financements occultes, et les interférences entre les marchands d'armes et les formations politiques sont nombreuses et suspectes. De la fourniture d'armes aux « contras » nicaraguayens aux « rétrocommissions » de Karachi, les scandales se sont multipliés.

Les armées contemporaines

L'histoire nous révèle des alternances surprenantes sur la constitution et le fonctionnement

des armées. Dans la République de Platon les guerriers constituent une classe privilégiée dont les membres sont sélectionnés sur leurs aptitudes physiques. De même la féodalité reposait-elle sur la location des services d'hommes forts et courageux, payés par les seigneurs eux-mêmes entretenus par les populations protégées. Les mercenaires constitueront la base des armées au moment de la constitution des grands royaumes européens, mais si les soldats sont privés, les chefs sont publics. Les soldats cessent d'être privés avec l'apparition de la conscription, qui remonte vraisemblablement à la Révolution Française. Ces armées nationales, composées de civils déguisés en soldats, sont loin d'avoir les vertus des armées de métier. La vie des soldats par devoir n'a pas de prix, leur formation et leur entretien sont réduits au minimum. Après les grandes guerres mondiales et la guerre du Viet Nam cet « impôt du sang » a paru trop lourd et trop inégal. L'idée de revenir aux seules armées de métier a fait son chemin. L'évolution va aujourd'hui plus loin : vers de véritables armées privées, louant leurs services aux gouvernements : les Britanniques ont eu recours à la société Blackwater en Irak, les sociétés militaires privées sont présentes en Afghanistan (plus de mercenaires que de troupes « régulières »), les milices armées se multiplient en Asie du Sud Est.

Le monopole de l'Etat en matière de défense est donc bien entamé. Que va-t-il rester de l'Etat ?

Je donnerai la réponse et je dresserai le bilan de cette rubrique la semaine prochaine.

La philosophie, une science

Contrairement à beaucoup de philosophes qui s'appliquent à découvrir la nature de l'être humain et l'essence de la société par la raison, l'expérience ou les sentiments, Hegel estime que la philosophie est une science. Elle est connaissance parfaite de toutes choses.

Certes, cette connaissance n'est pas évidente, on ne peut y accéder par le sens commun. Pour nous en persuader, Hegel utilise un vocabulaire très hermétique, auquel des esprits germaniques accèdent sans doute plus facilement. « Hegel met les mots, le lecteur doit trouver le sens », ironise Schopenhauer. Pourtant, l'influence de Hegel sera sans égale : « Hegel est à l'origine de tout ce qui s'est fait de grand en philosophie depuis un siècle », écrit Merleau-Ponty en 1946.

La dialectique et le sens de l'histoire

Avant tout Hegel apportera à la philosophie la dialectique. Ce n'est pas un concept, ce n'est pas une méthode, ce n'est pas le triptyque thèse antithèse synthèse, c'est une réalité. Elle traverse l'histoire, mieux : elle est l'histoire. Le premier moment de l'esprit humain est celui de l'entendement : nous saisissons la réalité à travers des apparences. Mais un deuxième moment est celui de la raison : ce qui nous apparaît ne peut être compris que par référence à un ensemble, ce qu'il y a de non raisonnable dans les apparences se dissout dans le tout,



de sorte que peut se découvrir l'idée, le lien qui inexorablement, détermine le progrès de l'esprit. Ainsi ce qui est réel est rationnel, l'être émerge du néant. Ce mouvement dialectique est permanent : l'idée se régénère sans cesse. C'est ce que Hegel entendra par « phénoménologie » : le processus de renaissance qui va dans le sens de l'histoire.

Idéalisme contre matérialisme

Ainsi l'idée occupe-t-elle tout le mouvement dialectique, toute l'histoire. C'est sans doute ce qui a séduit tant de philosophes : Hegel invite à penser dans l'absolu, à raisonner en « être pur ». « Etre et pensée sont identiques ». L'art, la religion, la philosophie nous rapprochent de l'être pur. L'idéalisme absolu de Hegel tranche avec le matérialisme historique de Marx, qui pourtant reprend fidèlement le thème du sens de l'histoire et du mouvement dialectique permanent. Mais chez Marx, c'est

Hegel (1770 - 1831)

l'économisme qui dans l'évolution historique tient le rôle que Hegel assigne à l'idée: ce sont les rapports de production qui déterminent le sens de l'histoire et expliquent l'évolution des sociétés. Chez Marx la matière précède l'idée, sous-produit du système économique.

L'Etat et la liberté

Paradoxalement Hegel fait de la liberté l'une des composantes de l'idée qui englobe et soutient l'histoire. Cela explique que certains libéraux s'en réclameront, alors que la véritable lignée hégélienne est celle des marxistes, de Lacan, Foucault et Derrida !

Car l'avancée historique vers la liberté est cahotante. Elle se concrétise à partir d'un certain moment par l'apparition et le développement de l'Etat. Les individus eux-mêmes passent par la dialectique de la liberté : d'abord dépendants de la famille, ils accèdent ensuite à l'âge adulte et pensent à leurs affaires, avant de se fondre dans le bien commun et de devenir des citoyens.

Les hommes se sublimant dans la citoyenneté, l'Etat garant des libertés : voilà qui évoque Hobbes et Rousseau, et qui vaudra à Hegel les critiques de Karl Popper, voyant dans le philosophe allemand l'un des pères du totalitarisme. Le libéralisme de Hegel est donc très incertain. C'est d'autant plus frappant que Hegel assimile l'Etat à tout ce qu'il y a de grand, d'absolu, et naturellement il a une admiration sans borne pour Napoléon.



Philippe Nemo

« La France aveuglée par le socialisme »

Philippe Nemo est philosophe, historien, et ce normalien professeur à l'École Supérieure de Commerce de Paris met tout son immense savoir au service de la pensée libérale.

Il nous a beaucoup appris avec ses deux magistraux volumes sur l'histoire des idées politiques, ouvrages que devraient connaître tous les intellectuels français. Mais il n'hésite pas à nous livrer des écrits plus courts, des pamphlets plus percutants – un genre dans lequel il excelle.

Il a eu la bonne idée de regrouper quelques-uns de ces écrits dans un livre paru en octobre dernier sous le titre « La France aveuglée par le socialisme ».

Tonalité générale du livre : le clivage droite-gauche n'a plus aucune signification actuellement en France, car toute la classe politique s'est convertie au socialisme, ou comment Monsieur Jourdain fait du socialisme sans le savoir.

Philippe Nemo pense que le basculement s'est fait à partir de 1981 et de l'ère Mitterrand qui a duré quatorze ans, avec deux cohabitations. Il incrimine en particulier l'enseignement, et notamment l'enseignement supérieur, avec les filières qui dirigent l'élite vers l'ENA. Cette élite ne sait pas qu'elle est intoxiquée par la pensée socialiste, et ne connaît pas la pensée libérale.

Un écrit de Nemo retiendra certainement votre attention : c'est celui qui s'intitule La double oligarchie de la Ve République, un court essai de référence sur les fonctionnaires et les syndicats qui nous dictent leur loi. Ces derniers agissent à partir d'organisations secrètes, et Nemo évoque la puissance de la franc-maçonnerie qui est en pleine expansion (160 000 maçons en France dont 60 000 au Grand Orient et 45 000 à la Grande Loge Nationale Française). En s'appuyant sur la vulgate « républicaine », ils ont colonisé le monde politique et les cabinets ministériels. Toujours dans cet ouvrage, le lecteur peut découvrir ou redécouvrir avec beaucoup de profit des textes sur l'école et ses ennemis. ... Lire le dernier essai de Nemo c'est comprendre la France d'aujourd'hui.

« La France aveuglée par le socialisme » (François Bourin Editeur, octobre 2011).

Le Point

P. A. Delhommais

Protectionnisme, le fantasme du village gaulois

Pierre Antoine Delhommais a reçu en 2010 le Prix de la Chronique Economique décerné par l'ALEPS. Il avait reçu sa distinction avec émotion, rappelant en termes passionnés pourquoi il était foncièrement libéral. Passé l'an dernier du Monde au Point, ce journaliste de très grand talent peut sans doute exprimer plus librement ses opinions, et il a rédigé dans le premier numéro de janvier, un article de quatre pages intitulé : Protectionnisme, le fantasme du village gaulois. Il part de la belle unanimité qui règne dans la classe politiques, tous partis confondus : « Il suffirait de fermer les frontières. Pas si simple... » Le risque d'une vague de protectionnisme mondial existe, son coût a été estimé à 800 milliards par Pascal Lamy, président de l'Organisation Mondiale du Commerce. La comparaison des commerces extérieurs de la France et de l'Allemagne est cruelle. P. A. Delhommais tord ensuite le coup à l'idée que les pays émergents nous nuisent, alors qu'ils constituent dès maintenant un débouché inespéré. Enfin, pour couronner le tout, l'auteur régale les lecteurs du Point avec le fameux passage de Frédéric Bastiat sur la « Pétition des fabricants de chandelles ».

Le Point n° 2051, 5 janvier 2012 pp.64-67



Dès que nous l'avons découvert ce site nous a paru tout à fait remarquable. Un candidat pour l'instant anonyme (pour combien de temps encore ?) propose un programme plein d'excellentes idées. Le candidat a déjà expliqué trois des réformes qu'il propose : les bons scolaires, la fiscalité à taux unique, le salaire complet. Il annonce pour ces jours prochains les comptes d'épargne retraite. L'ensemble est clair, documenté. De quoi nous réconcilier avec la vie politique et nous intéresser à la campagne. Il mérite une visite.

<http://www.lecandidatlibre.fr>